

Autre Terre

MAGAZINE

QUESTION DU TRIMESTRE

Lobbying:
influence,
exemple et
expertise

AGENDA

« Laissez-nous
chiner »

VERS LA TRANSITION
AGROÉCOLOGIQUE!

Les accords de
Libre échange
Ça me SACULE!

Ni Paires
Ni Soomises!

#RESTEZ CHEZ VOUS MAIS PAS EN SILENCE
#17 AVRIL #JESOUTIENS LES PAYSANNES

RELOCALISONS
L'AGRICULTURE

NAVET-VOUS
PAS COMPRIS?

FOCUS PARTENAIRE

UGM, la force de
la coopérative

LE PLAIDOYER
D'AUTRE TERRE
ET SES
PARTENAIRES



Agroecology
InAction



CNCD
11.11.11

Le réseau
« plaidoyer »
d'Autre Terre



Coordination Benoit Naveau, Elise Vendy **Comité de rédaction** Cinzia Carta, Soumia Echiheb, Eva Fernández Tendero, David Gabriel, Benoit Naveau, Vincent Oury, Elise Vendy, Alan Watterman **Ont collaboré à ce numéro** Amaury Ghijssels, François Sonnet, Souleymane Yougbaré **Photo de couverture** Alan Watterman **4^e de couverture** Alan Watterman **Graphisme** www.marmelade.be **Impression** Kliëmo S.A. Imprimé à 2900 exemplaires sur papier issu de forêts gérées durablement (FSC).

Dans un souci d'équité de genre, Autre Terre Magazine s'efforce d'utiliser une écriture privilégiant les tournures génériques, un langage épique et la féminisation des fonctions. Les supports visuels tendent à représenter paritairement les femmes et les hommes.

Autre Terre Magazine est une publication d'Autre Terre asbl. Des auteur-e-s d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteur-e-s. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans l'Autre Terre Magazine est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction 4^e Avenue 45 – 4040 Herstal – Belgique

T +32 (0) 4 240 68 48 F +32 (0) 4 240 68 42 info@autreterre.org www.autreterre.org www.facebook.com/AutreTerre

N° de compte IBAN – BE53 0962 2 418 9653

Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

Cette publication est soutenue par



Belgique
partenaire du développement



Enjeux et résultats du plaidoyer

Dans notre travail au quotidien auprès d'associations, de coopératives et d'entreprises, nous constatons l'importance d'échanger avec nos représentants politiques. Notre travail a du sens et permet d'inspirer des changements de stratégies à plus grande échelle. C'est le cas pour la gestion des déchets, où de nombreuses villes en Afrique de l'Ouest s'inspirent de nos initiatives, pour l'agroécologie qui se diffuse de villages en villages mais également, via des partenaires, pour le circuit court à Liège.

Pouvoir expérimenter et innover localement influence des changements plus larges qu'il est essentiel de raccrocher à un message politique.

Ce numéro d'Autre Terre Magazine analyse les enjeux et les résultats que le plaidoyer des acteurs de la société civile permet d'atteindre. Bonne lecture! 🍷

🍷 BENOIT NAVEAU 🍷

Lobbying: influence, exemple et expertise

L'influence

En 2019, 11 800 organisations étaient inscrites comme « représentantes d'intérêts » auprès de la Commission et du Parlement européens. Il s'agit de la seconde cohorte de lobbyistes du monde après Washington¹. Et parmi celles-ci, un tiers sont des ONG. Même si elles pèsent bien moins lourd en termes de personnel et de moyens que les lobbys industriels, les ONG peuvent également jouer leur rôle d'influence des politiques nationales et internationales.

Autre Terre joue ce rôle au Burkina Faso en soutenant le CNA-Bio (Conseil National de l'Agriculture Biologique, voir page 9) et d'autres organisations afin qu'elles plaident auprès de l'État pour qu'il reconnaisse et soutienne l'agroécologie. Plusieurs pas ont été franchis ces dernières années: nomination d'un référent « agroécologie » au sein du ministère de l'agriculture, création d'une charte de l'agroécologie, etc.

L'exemple

Le lobbying souvent décrié, n'est bon ou mauvais que par l'éthique de son message et de ses méthodes. Ce qui fait la différence, c'est la représentativité de celui qui le porte et son expérience de terrain. C'est pourquoi il est si important de continuer à agir au niveau local afin d'être une force de proposition concrète et d'assurer son expertise dans un domaine.

Ainsi, c'est grâce à l'intense lobbying de nos partenaires en gestion des déchets (Caritas-Kaolack et CEAS-Burkina), mais aussi grâce à leur expertise et la pression des citoyens que plus de 10 communes au Sénégal et au Burkina Faso ont accepté de mobiliser des fonds pour mieux prendre en charge les déchets sur leur territoire.

S'organiser et se créer de l'expertise

Influencer des politiques passe nécessairement par un travail collectif avec d'autres acteurs associatifs mais également par la valorisation de notre expertise et de celle de nos partenaires. Pouvoir démontrer l'efficacité de nos actions de terrain, tant en agroécologie qu'en gestion des déchets nous donne les arguments nécessaires à une sensibilisation réelle de nos décideurs politiques qu'ils soient en Belgique ou dans le reste du monde. C'est un levier efficace pour porter le changement à un échelon supérieur. 🌱

🌱 BENOIT NAVEAU 🌱

¹ Dagorn G., Horel S.; *Petit guide de lobbying dans les arènes de l'Union européenne*, in *Le Monde*, 23 mai 2019

Le monopole des industries de l'agro-alimentaire

En Europe, 5 entreprises contrôlent 95% du marché des semences maraîchères. Le constat est le même ou presque pour l'agrochimie, la machinerie agricole ou la pharmaceutique animale.

Au-delà de leur situation de quasi-monopole, ces entreprises pèsent lourdement sur les décisions européennes.

En 2020,
Bayer
a dépensé plus de
4 millions d'euros
en lobbying,

Syngenta > 1,5 millions d'euros
et Dow > 2 millions²

L'influence des lobbyistes détermine par exemple le choix et le prix des semences, des pesticides et autres intrants, et se traduit par des informations et des conseils moins diversifiés pour les agriculteur-riche-s, permettant à une poignée d'entreprises de façonner davantage la manière dont les aliments sont cultivés en Europe.



5 entreprises
contrôlent **75%**
du marché
des semences
de maïs



4 entreprises
contrôlent **86%**
du marché
des semences
de betteraves sucrières



5 entreprises
contrôlent **95%**
du marché
des semences
de légumes*
*Monsanto contrôle
à lui seul 24%

Pour arriver à contrebalancer cette influence, les mouvements sociaux, les organisations agricoles et les consommateur-riche-s doivent rester très vigilant-e-s et examiner de près chaque mesure prise par les institutions européennes en exigeant plus de transparence sur les décisions qui ont un impact sur notre alimentation et notre agriculture. 🌱

🌱 EVA FERNANDEZ 🌱

Sources: IPES-Food. 2017. Too big to feed: Exploring the impacts of mega-mergers, concentration, concentration of power in the agri-food sector. Friends of earth 2017- Marriages made in hell - why agribusiness mega-mergers must be stopped
2 www.Lobbyfacts.eu



Quand un État s'oppose aux intérêts des multinationales

Au Sénégal, l'État interdit, depuis une quinzaine d'années, l'importation d'oignon et de poulet afin de soutenir l'économie locale. Choissant de fronder face aux règles de libre échange internationales, il permet à des milliers de producteur-riche-s du pays de vivre plus dignement de leur travail. Cette interdiction perdure grâce notamment à la vigilance et à la mobilisation citoyenne ainsi qu'à des associations qui mettent la pression sur l'État sénégalais. Pour cela, les producteur-riche-s ont dû s'organiser et créer des fédérations aptes à les représenter et efficaces.

Comment la PAC influence notre assiette (et bien plus...)



Deuxième budget le plus important de l'UE, la Politique Agricole Commune (PAC) est née dans l'après-guerre pour assurer la sécurité alimentaire de l'Europe. Dernièrement, elle a été au centre des mobilisations car elle ne répond plus aux enjeux actuels. Et les négociations pour sa prochaine réforme se terminent.. à porte close! Ce que dénonce la société civile.

> Tour d'horizon avec Amaury Ghijselings, chargé de recherche sur la souveraineté alimentaire au CNCD-11.11.11.

En quoi la nouvelle PAC influencera-t-elle notre vie?

La PAC définit le modèle agricole et, par conséquent, les produits composant notre assiette. Demain, elle subsidiera à nouveau un système polluant, qui affectera notre santé et la biodiversité. Ainsi, le modèle qu'on subsidie en Europe nourrit les populations d'aujourd'hui aux dépens des populations de demain.

Pourquoi n'est-elle plus adaptée?

La PAC réformée a raté trois virages:

socio-économique: pas de revenu décent pour les agriculteur-riche-s ni de juste redistribution des subsides entre les gros et les petits.

écologique: elle ne permettra pas à l'UE d'atteindre ses objectifs climatiques et de préservation de la biodiversité.

solidaire: elle nuit au droit à l'alimentation des populations du Sud. L'aide à nos agriculteur-riche-s risque d'engendrer une concurrence déloyale des produits locaux des pays du Sud.

Trop sectorielle, elle rate cette nécessité de faire les choses de manière transversale. Les politiques agricoles devraient être à la fois alimentaires, environnementales, climatiques et sociales.

Quels changements pour une transition vers un système agricole et alimentaire durable et résilient?

L'agriculture a une responsabilité dans la crise environnementale mais les agriculteur-riche-s sont aussi en bonne position pour apporter des solutions de transition. Il ne s'agit pas seulement de produire de la nourriture, mais également d'influencer nos paysages, la biodiversité et la régulation du climat. Il faut leur reconnaître ces missions et les soutenir davantage pour qu'ils-elles puissent concilier production alimentaire et gestion environnementale.

Il faut refaire une PAC au-delà du modèle agricole, qui, dans son processus, redonne une voix à la population et aux organisations paysannes. Et il faut que son budget soit principalement dédié aux paysan-ne-s qui pratiquent déjà l'agroécologie et à accompagner la transition de celles et ceux qui sont prisonnier-ère-s du système actuel. Enfin, elle doit adopter des mécanismes de régulation des marchés en vue de ne pas nuire à la souveraineté alimentaire des pays du Sud.



Pour lire l'entièreté de l'interview: www.autreterre.org

PROPOS RECUEILLIS PAR EVA FERNANDEZ ET ALAN WATTERMAN

Les Conseils de politique alimentaire: un pas en avant pour le circuit court

Un temps boosté par la crise du COVID-19, le circuit court doit continuer à s'organiser pour devenir une force significative sur le marché de l'alimentation. Les Conseils de Politique Alimentaires sont une piste à suivre de près!

La résilience des circuits courts

Les filières courtes et de qualité ont su se faire une place sur le marché et permettent de fournir des aliments sains à leurs régions et capitales.

En parallèle, les grosses enseignes tentent de s'aligner en proposant davantage de produits bio et locaux, mais leur problème est plus complexe. Elles ne parviennent pas à changer leur mode de fonctionnement et ne peuvent s'empêcher de maximiser leurs marges de profits en mettant de grosses pressions sur leurs interlocuteurs. Avec leur vision à court terme, elles se tirent une balle dans le pied.

Aujourd'hui, petit-à-petit les petites organisations de producteurs et distributeurs gagnent du pouvoir en se multipliant, en offrant des produits durables, sains et une transparence sur les prix.

Mieux s'organiser grâce aux « Conseils de politique alimentaire »

Mais ce sont tous les acteurs du circuit court qui doivent s'organiser pour assurer un environnement politique favorable, la demande et l'approvisionnement, la gestion des résidus, etc. C'est pour cela que naissent depuis quelques années les « Conseils de politique alimentaire » (CPA).

Composés de différents acteurs locaux - producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, recycleurs et pouvoirs publics - les CPA se réunissent de façon légitime et indépendante pour créer des « systèmes alimentaires durables et inclusifs » dans leur région.

Ils servent d'espace de discussion, de coordination, émettent des avis pour construire de nouvelles politiques publiques autour de l'alimentation saine et sont aussi à l'origine d'initiatives concrètes qui répondent à des besoins locaux.

DAVID GABRIEL



Le Conseil de Politique Alimentaire de Toronto

Formé d'experts de la communauté, il participe à la mise en œuvre de la stratégie alimentaire de la ville.

Quelques actions réalisées par le CPA :

- cartographie des commerces de détail
- soutien à la vente de nourriture dans la rue
- financement de l'achat local dans les garderies

<http://collectivitesviables.org/articles/systeme-alimentaire-durable.aspx>

Interpellons nos politiques pour soutenir l'agriculture locale

Originaire de Dalhem, François Sonnet est agriculteur et responsable du projet le *Champ des Possibles*. Baigné dans cet environnement depuis l'enfance grâce à ses grands-parents agriculteurs, c'est au bout de 10 années en tant que commercial qu'il prend la décision de se tourner vers un travail qui apporterait plus de sens à ses journées: le métier de la terre. En effet, «quoi de plus nécessaire que de se lancer dans l'agriculture afin de pouvoir nourrir les autres?».



Depuis quand faites-vous ce métier?

Depuis six ans. Ne connaissant rien au métier, j'ai d'abord dû me former durant un an et demi à l'asbl Crabe en agriculture biologique. Débuter en tant que jeune maraîcher est très difficile. Il faut trouver une terre pour ensuite travailler sur un sol qu'on ne connaît pas. Il faut aussi s'équiper en matériel et mettre en place le projet. Toutes ces étapes peuvent rapidement décourager une personne voulant se lancer, d'autant plus que les aides financières sont peu nombreuses.

En quoi les politiques actuelles ont-elles de l'influence?

Les politiques actuelles ne permettent pas aux jeunes maraîchers de se lancer en confiance. Le salaire moyen d'un agriculteur-riche sur une petite à moyenne parcelle comme la mienne se situe entre 600 et 700 €, cela ne fait pas rêver. Il y a donc de moins en moins de personnes qui se lancent dans l'agriculture. Or si les instances politiques investissaient davantage dans l'aide à l'accès à la terre, cela permettrait à plus de personnes de se lancer dans l'agriculture.

Peuvent-elles être influencées par les initiatives citoyennes?

Nous essayons de faire du lobby avec la Ceinture Alimen-Terre Liégeoise. Il y a un éveil, mais les politiques doivent se lancer. Les subsides sont encore très difficiles à obtenir même si les politiciens parlent toujours de l'importance du circuit court et du fait de relocaliser son alimentation. On attend beaucoup de la PAC, mais personnellement j'ai choisi d'avancer sans elle.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOUMIA ECHIHEB ET CINZIA CARTA

 Inscrivez-vous à la page Facebook du Champ des Possibles!

Plaidoyer pour l'agroécologie au Burkina: le CNABio à la barre



Initié en mars 2011 par Autre Terre, le Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio) est né de la volonté des acteurs de l'agroécologie et de l'agriculture biologique de mettre en place un réseau pour la promotion de leurs valeurs et la défense commune de leur intérêt.



Comptant actuellement une soixantaine de membres, il inclut tant des associations que des entreprises ou des particuliers désireux de contribuer au développement de la filière agroécologique au Burkina Faso.

En 10 ans d'existence, le CNABio a permis de franchir de nombreuses étapes en termes de structuration de la filière, de plaidoyer et de certification. C'est ainsi qu'il a permis de créer au Burkina Faso la première certification biologique accessible aux petits producteurs grâce à un système de garantie participative. Il a également porté la lutte pour la promotion des semences paysannes, notamment contre le coton transgénique de Monsanto, et a poussé l'État à inclure l'agroécologie dans son deuxième «Programme National du Secteur Rural».

C'est également grâce à son appui qu'un correspondant national «agroécologie» a été nommé au sein du Ministère de l'Agriculture.

Par le dynamisme de ses membres, le CNABio est reconnu comme une force incontournable pour le développement de l'agriculture biologique et agroécologique au Burkina et en Afrique de l'Ouest. 🌱

🌱 SOULEYMANE YOUNG BARÉ, CHARGÉ DE MISSION AU CNABIO 🌱

LES CINQ GRANDS OBJECTIFS DU CNABIO

- ✓ Créer un cadre d'échanges et de concertation entre membres;
- ✓ Contribuer à la formation des acteur-riche-s à l'agriculture biologique et écologique;
- ✓ Promouvoir l'agriculture biologique et écologique au Burkina Faso;
- ✓ Contribuer à la création d'un cadre législatif et réglementaire favorable à l'agriculture biologique;
- ✓ Susciter et contribuer à la création d'un marché national des produits biologiques et écologiques.

L'UGM – la force de la coopérative

Au Mali, malgré la crise sécuritaire qui perdure depuis huit ans, la solidarité permet de mettre les habitants à l'abri du besoin.

**En douze ans,
l'UGM est passé
de 12 associations
membres à 54.
Ce sont maintenant
plus de 1 800 personnes
qui sont membres
de l'UGM.**



L Union des Groupements Maraîchers de Gao, l'UGM, est un partenaire de longue date d'Autre Terre. Elle a la particularité d'être une coopérative d'associations maraîchères. Pour Autre Terre qui promeut la démocratie participative, cette particularité est très importante car l'UGM soutient des « membres » et non des « bénéficiaires » : chaque association est représentée à l'Assemblée Générale de l'UGM et peut influencer le choix des services que l'UGM lui rend : formation, équipement, accompagnement. Les producteurs sont pleinement partie prenante du projet.

En douze ans, l'UGM est passé de 12 associations membres à 54. Ce sont maintenant plus de 1 800 personnes qui sont membres de l'UGM, améliorent leurs pratiques, bénéficient d'équipements, renforcent leur commercialisation et leurs revenus grâce au dynamisme de la coopérative et de ses membres.

Un pas essentiel a été franchi en 2017 quand l'UGM a étendu ses activités à la région d'Ansongo pour soutenir 32 associations supplémentaires. Celles-ci ont pu compter sur les anciennes associations pour rentrer dans une dynamique d'apprentissage et d'échange d'expériences. Afin qu'elles puissent également vivre la gestion participative initiée à

Gao autour de l'UGM, elles ambitionnent après cinq ans d'accompagnement de créer leur propre coopérative « faïtière » qui sera la sœur de l'UGM. Le travail est également en cours à Intillit avec l'accompagnement de notre autre partenaire « Tassaght ».

À terme, ces trois structures se fédéreront en créant une structure « mère » qui pourra leur rendre également des services. Derrière, ce seront plus de 2 500 familles de paysan-ne-s qui travailleront de manière coordonnée, se formeront mutuellement, échangeront des semences et géreront démocratiquement leur structure faïtière.

Dans un pays de plus en plus en proie à l'insécurité et au manque de gouvernance, cette reconstruction de solidarité et de décision commune « par la base » est signe de résilience et de dynamisme pour les habitant-e-s de Gao, d'Ansongo et d'Intillit. Sécurisé-e-s grâce à une alimentation saine et des revenus croissants, ces productrices et producteurs peuvent envisager l'avenir plus sereinement dans un contexte qui s'assombrit de jour en jour.



L'action d'Autre Terre

- ▶ Appui à la production
- ▶ Renforcement de la commercialisation
- ▶ Mise en réseau

32

associations
supplémentaires
soutenues
depuis 2017



1 580

tonnes

de légumes produits
en 2020

Appui à
400
familles

3 points de vente
écoulant
1 200 tonnes
en 2020



Soutenez-les
www.autreterre.org



AUTRE
TERRE EN
RÉSEAU

Plaider pour l'agroécologie en Belgique et ailleurs: la Coalition contre la faim

La Coalition contre la faim (CCF) est née en 2002 et regroupe une vingtaine d'ONG (francophones et néerlandophones). Indépendante, son objectif est d'orienter les politiques belges de coopération internationale relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

À titre d'exemple, la dernière note stratégique écrite par notre gouvernement précédent sur ce thème (en 2017) n'est pas assez convaincante pour la CCF. Or, elle a une grande importance puisqu'elle cadre les orientations prises par les organisations gouvernementales et les ONG belges. La CCF attend une refonte de cette note afin qu'elle accorde, entre autres, plus d'importance à l'agroécologie.

En effet, selon sa dernière étude, réalisée en 2020, la CCF a observé que seulement 16% de l'aide belge dans le domaine de l'agriculture avaient été accordés à des projets qui soutiennent l'agroécologie.

Heureusement, notre nouvelle ministre de la Coopération au développement prend des initiatives intéressantes en termes

de sécurité alimentaire, de transition vers des systèmes alimentaires durables et de droit à l'alimentation... Le dialogue est d'ailleurs permanent avec la CCF et une réflexion en profondeur va avoir lieu afin de remettre l'agriculture familiale au cœur de la coopération belge.

Ayant tour à tour un rôle de veille, de recherche, de coordination, de mise en place de conférences, de campagnes, de plaidoyer politique, la Coalition agit sur les différents niveaux de pouvoirs. En se basant sur une expertise large et plurielle, elle est un levier significatif pour pousser nos décideurs et décideuses à prendre le pas vers une agriculture plus responsable.

||| DAVID GABRIEL |||



Suivez
leur dernière
campagne sur
[Yes2agroecology.be](https://www.yes2agroecology.be)



Info, études et actualités: <https://www.coalitioncontrelafaim.be>

Quizz « agriculture »

Testez vos connaissances potagères
et partez à la rencontre des cultures de nos partenaires!



Reliez les graines à leur plante et explicatif.



L'arachide

Introduite dès le XVI^e siècle par les navigateurs portugais, la culture de l'arachide a profondément marqué le Sénégal, tant sur le plan économique que social. Aujourd'hui encore, elle compte parmi les quatre premiers produits d'exportation du pays.



L'amarante

Ou Kiwicha est une plante originaire d'Amérique centrale. Il en existe plus de 800 variétés, pouvant être cultivées jusqu'à 3000 mètres d'altitude. Certain-e-s consomment leurs graines, d'autres leurs feuilles.



Le maïs

A été l'une des cultures vivrières de base en Amérique à la fin du XV^e siècle; aussi bien chez les Indiens du Mexique et du Guatemala, que chez les Incas du Pérou, de Bolivie et d'Equateur. Du maïs blanc géant de Cusco aux maïs multicolores ou violet, le Pérou compte près de 60 variétés.



Le pois de terre

Légumineuse rare originaire d'Afrique de l'Ouest, elle se situe en troisième position parmi les légumineuses alimentaires consommées en Afrique après l'arachide et le niébé. Sur le plan agronomique, sa culture permet de maintenir la fertilité du sol. En effet, les feuilles riches en phosphore et en potassium constituent une excellente matière première.



Journée internationale des luttes paysannes – Mobilisation à Frameries

Le dimanche 18 avril, nous étions présents à côtés des représentants du monde agricole, des associations et des comités riverains. Toutes et tous uni-e-s contre le projet de méga-usine à frites de Clarebout et tout ce qu'elle symbolise.

Symbole des luttes paysannes, la patate a été dévoyée par la mondialisation et l'agro-business: utilisation massive de pesticides, agriculteur-riche lié-e-s par des contrats intenable, mauvaises conditions de travail dans les usines, etc. Les lobbys de la patate industrielle poussent également à instaurer des accords de libre-échange, tels que UE-Mercosur ou UE-Pérou. Ceux-là même qui précarisent les paysan-ne-s d'ici et d'ailleurs et les éloignent encore de la perspective d'un prix juste pour leur production.

Avec notre danse Kata de la Houe, des actions en lignes pour interpellier nos ministres, la plantation de patates paysannes, une assemblée "du local au global" et un cortège au rythme des percussions, cette journée fut militante et conviviale!

Pour en savoir plus:

- Photos, vidéo, reportage écrit sur www.luttеспaysannes.be
- Rejoignez le Comité « La Nature Sans Friture »
- L'étude de FIAN « Patates en colère », disponible gratuitement



DEVENIR BÉNÉVOLE

L'implication de nombreux volontaires est indispensable pour réussir les divers événements organisés par Autre Terre.

+32 4 240 68 46



Festival Nourrir Liège

Balade à vélo

À travers un parcours d'une vingtaine de kilomètres, nous sommes parti-es à la rencontre de personnes qui se mobilisent pour notre souveraineté alimentaire.

Sur le champ des *Pousses Poussent*, nous avons parlé d'agroécologie, de liens de confiance entre consommateur-rices et producteur-rices et de pouvoirs publics qui peuvent soutenir la transition.

Entre le Zoning des Hauts-Sarts et les champs agricoles en danger, nous avons compris les difficultés de sortir du modèle agrobusiness et de la logique néo-libérale de l'UE. Nous avons pris conscience des dégâts en cas de bétonisation des terres.

Après une halte à la rencontre des producteur-rices d'Afrique de l'Ouest et du Pérou chez Autre Terre, retour à Liège pour clôturer la balade.

De ces visites, nous retiendrons surtout la force du collectif quand les citoyen-ne-s se mobilisent ensemble!

Merci aux personnes présentes pour leur intérêt, leur motivation et toutes leurs questions!



Ça déménage chez Les Petits Producteurs

Cette coopérative, amie d'Autre Terre, ne cesse de s'agrandir et de parfaire ses installations. Son 4^{ème} magasin d'alimentation bio et/ou locale s'est installé rue Haute à Visé.

À Liège, son établissement situé rue Ste Walburge glisse de quelques maisons au n°22 dans la même rue (retrouvez-les à partir du 1^{er} juin)

C'est l'occasion de remercier les équipes pour leur soutien dans la vente en vrac des œufs de Pâques au profit de nos partenaires du Sud!



La Brocante

La fermeture des brocantes durant plus d'une année a fortement touché les nombreux passionnés et les brocanteur-euse-s.

Autre Terre a milité et continue de se mobiliser pour sensibiliser nos politiques à la réouverture des brocantes. Nous avons ainsi fait entendre notre voix le 3 avril lors de l'événement «Laissez-nous chiner».

Malheureusement, il existe encore trop d'incertitude et de restrictions pour organiser la brocante comme nous l'envisagions pour le 1^{er} week-end de juillet. Par contre, nous vous préparons un événement surprise: restez connectés.

 - www.autreterre.org

Autre Terre

ONG du groupe Terre

Autre Terre Magazine est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement **gratuit** sur simple demande

Autre Terre,
4^e avenue, 45
4040 Herstal – Belgique
T +32 (0)4 240 68 48
E info@autreterre.org

